

Appel à la reprise de la migration vers les Cévennes

Le déferlement prévisible de l'industrie forestière en Cévennes a été rendu possible par la double réalité locale :

- de la prolifération d'une ressource surabondante, couvert forestier souvent étouffant, produit de l'essaimage incontrôlable d'essences mises en place par les activités humaines antérieures : chênes verts, châtaigniers, pins maritimes, plantations de résineux;
- et de la désertification humaine.

Ces deux faces ne se rejoignent pas par hasard : dès 1955, un aménageur avant la lettre, Charles BIEAU lançait l'idée de vider les Cévennes de leur population en supprimant l'agro-pastoralisme au profit de la forêt, ce qu'il systématisait ensuite par un projet de « parc » (!), ancêtre du PNC, combinant économie forestière intensive et tourisme.

- I -

L'amplification de l'exploitation industrielle du bois dans les Cévennes suit son cours : s'ajoutent aux fournitures connues de l'usine de pâte-à-papier de Tarascon, celles de la surenchère énergétique, des usines conditionnant les granulés et plaquettes pour les foyers domestiques ou des lieux de production, pour le marché international ou les chaudières des collectivités locales; et, pour couronner le tout, celles fournissant les centrales génératrices d'électricité reconverties à la biomasse de Pierrelatte et de Gardanne.

Quand elle entre en action, la puissance capitaliste est indissociable de haute productivité, de division du travail et de sous-traitance pressurée : après qu'ont été extraits grumes, billons, fûts, chaque parcelle de bois rasée reste un champ de ruines, un amoncellement chaotique de déchets abandonnés (grosses et petites branches, etc.), d'ornières creusées par des engins énormes. Un court instant le voisinage a pu être soulagé qu' « on » le débarrasse de l'ombre de résineux envahissants par exemple, avant de devenir inconsolable de la dévastation qui a résulté de ce travail express.

- II -

À la fin des années soixante le dépeuplement en Cévennes avait été endigué du fait de l'émergence d'une sensibilité hostile à la « société de consommation » alimentant un exode urbain et une migration durable vers les montagnes. Maintenant, cette réussite partielle devient, par contrecoup, un frein à l'installation de nouvelles générations pour remplacer les précédentes, qui commencent à défaillir, même si le goût pour la frugalité leur est commune; entretemps le bâti ancien rénové à la fin du XXème siècle a pris de la valeur et devient inaccessible pour les jeunes déserteurs du développement ; et la conversion en gîtes pour le tourisme dissuade l'habitat-à-l'année. Enfin les résidences secondaires (parfois de 50% des habitations) véritable *habiter* dégradé aident à vider le pays. La propriété privée qui sort du droit d'usage verrouille l'accès d'autrui aux ressources. Voilà pourquoi le dernier recensement de l'INSEE, pour l'année 2014 (paru en 2016) - même si des lieux de vie quasi clandestins, d'« habitat léger », yourtes etc. peuvent ne pas être enregistrés - rapporte une baisse de la population dans les Cévennes.

Pour toutes ces raisons, la population en Cévennes ne vit plus avec la forêt mais à côté : leur parcours commun a divergé et dans la distance ouverte s'insère la puissance industrielle. À l'inverse, même si de rares oasis de châtaigneraie restaurée entretiennent la flamme d'un possible, dans le même temps l'amputation par l'État des primes agricoles à la pâture sous châtaigniers signe l'extension programmée du couvert forestier; tandis que du fait des successions la plupart des héritiers citadins perplexes sur la localisation de leurs parcelles boisées peuvent s'en soulager par une gestion confiée à des courtiers locaux sous-traitants des industriels du bois.

- III -

C'est le même mouvement qui doit nous amener à une double remise en question :

- on ne peut s'opposer à l'industrie forestière qu'en remettant en question ce couvert forestier devenu indéfendable en l'état (délaissé et pillé, ni sauvage, ni entretenu...), subi (avec ses machines intrusives) plutôt que vécu; en refaire un monde sensible, associé veut dire habité avec des abords peuplés;
- maintenir la qualité d'accueil et de refuge que les Cévennes ont pratiquée pour les migrants (protestants d'abord, plus tard juifs et antinazis pendant l'Occupation, enfin déserteurs urbains de l'après-68) signifie remettre en cause l'existant, c'est-à-dire la planification du territoire qui veut enfermer les Cévennes dans le réservoir-réserve du tryptique *biomasse-tourisme-résidences secondaires*.

C'est dire si devient incontournable le préalable stratégique suivant : se soustraire à la matrice idéologique convenue qui veut exempter *la victime* de sa propre remise en cause, comme si la seule responsabilité était à imputer au vilain *exploiteur*, à la méchante *multinationale* : il suffit que nous ayons été instruits par le précédent du mouvement ouvrier qui, dénonçant l'exploitation capitaliste sans remettre en cause l'idolâtrie du travail, en perdit toute virulence révolutionnaire.

Pareillement, les opposants à la prédation sur la biomasse seraient bien avisés de faire de cette aspiration commune à dénoncer l'escroquerie énergétique un levier pour se remettre en cause comme citoyens et consommateurs urbanisés, victimes passives. Comment avons-nous donc vécu pour laisser la porte ouverte aux délires productivistes ? En renonçant à s'organiser pour nos tâches vitales, en les confiant à la seule efficacité des médiations économiques et technologiques, nous avons cristallisé désert rural et "métropoles" surpeuplées.

Pour nous, l'exemple cévenol atteste qu'habitat (peuplement) et ressources ont été liés en un équilibre sans cesse réinventé, mais maintenant rompu. Il nous reviendrait en tant qu'habitants, avec nos voisinages affinitaires, de mettre en discussion les besoins dont on nous affuble, de nous former en " Commune" permettant de prendre nos affaires en main, en poussant jusqu'au refus de la numérisation intégrale de la vie, et de ses relais ces monstrueux et *énergivores* data centers.

En Cévennes, janvier 2017

